

Transrural

initiatives

n°474 / mai-juin 2019 / 10 euros

- CONTRATS DE RURALITÉ : ENTRE ANNONCES ET RÉALITÉ
- QUAND DES CITOYENS VEULENT PRÉSERVER UNE FORÊT VIVANTE
- ÉCRIRE DE LA SCIENCE-FICTION POUR PENSER LA RÉVOLUTION

Dossier

ALIMENTATION : UNE PLACE À TABLE POUR TOUS !

sommaire

Transrural initiatives

est publiée par l'Adir, association d'édition de :



Le réseau des Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (Civam), ce sont plus de 200 associations qui défendent depuis plus d'un demi siècle des enjeux tels que la préservation de l'environnement, l'offre d'aliments de qualité, l'élaboration d'un autre modèle énergétique, la promotion d'une agriculture durable, le maintien d'un monde rural facteur de cohésion sociale.



Lieu de rencontres, d'échanges et vecteur d'intégration socio-économique, le Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC), propose aux jeunes de treize à trente ans vivant à la campagne ou qui l'envisagent, de s'engager avec d'autres pour l'amélioration de la qualité de vie, de leur environnement et de la société qui les entoure par l'action, la réflexion, la recherche de sens et la formation.



Le Réseau d'expérimentation et de liaison des initiatives en espace rural (Relier) considère qu'il est nécessaire de soutenir le développement d'autres activités à la campagne et, face aux interrogations de notre société, qu'il est urgent de leur donner un sens : s'installer à la campagne, monter une entreprise rurale, c'est d'abord faire le choix d'un mode de vie. Depuis 1984, l'association d'éducation populaire Relier contribue à créer et animer des lieux d'échange et de mise en lien des personnes qui font le choix de s'installer et vivre en milieu rural (www.reseau-relier.org).



Le centre de ressources sur les pratiques et les métiers du développement local Cap Rural a pour vocation de promouvoir le développement des territoires ruraux et périurbains de Rhône-Alpes. Depuis 1996, Cap Rural porte le projet d'espaces ruraux vivants aux fonctions diversifiées (productive, résidentielle, touristique et nature), composés par une mixité de populations et d'activités, et mettant en oeuvre de réelles dynamiques économiques, sociales et environnementales, dans le cadre de relations équitables avec les espaces urbains (www.caprural.org).



Le Réseau des Créfad est une coordination d'associations se reconnaissant dans des valeurs communes en référence au Manifeste de Peuple et Culture comme l'éducation populaire, la laïcité, la lutte contre les inégalités, injustices, ou encore dans l'entraînement mental. Ses membres travaillent les thèmes de l'accompagnement, de l'habiter, de la vitalité des territoires ruraux, de la jeunesse, de l'interculturel, du rapport à la lecture et à l'écriture. Ils œuvrent ensemble pour se renforcer, s'inspirer et se soutenir mutuellement, construire du neuf (www.reseaucrefad.org).

Directeur de publication : Raphaël Jourjon - **Équipe**

de rédaction permanente : Hélène Bustos, Fabrice Bugnot - **Ont participé à ce numéro :** Sylvain Adam, Isabelle Barnier, Maxime Bergonso, Maximilienne Berthelot-Jerez, Hugues Boiteux, Michel Carré, Claude Chainon, Céline Champouillon, Maryse Dégardin, David Fimat, Raphaël Jourjon, Brigitte Lech, Ludovic Mamy, Pierrick Monnet et Catherine Rouvière.

Notes de lecture et revue de presse : Alain Chanard

Maquette : Catherine Boé

Impression : Evoluprint, Bruguère

Administration / Rédaction :

58 rue Regnault - 75 013 Paris

Tél. 01 48 74 52 88

Site internet : www.transrural-initiatives.org

Mail : transrural@globenet.org



CRÉDIT PHOTO DE LA COUVERTURE ET DE LA COUVERTURE DU DOSSIER : Accessible

Reproduction autorisée sous réserve de demande
- n°CPPAP : 0620G86792 - ISSN : 1165-6166 -
Dépôt légal : juin 2019.

vivre ensemble

Associations

4 Louanges de la subvention

Société

4 Le service national universel divise les associations

Aménagement

6 Contrats de ruralité : entre annonces et réalité

Politique

6 Ce qu'il reste des communes
9 Débat public : peut mieux faire

Initiatives

10 Des femmes revisitent l'agroécologie

Agriculture

11 Le rôle des femmes dans les changements de pratiques



ménager les ressources

Biodiversité

12 L'extinction, motif de rébellion

Initiatives

12 Quand des citoyens veulent préserver une forêt vivante

Forêt

14 La forêt privée au cœur des convoitises



Quatrième de couverture

Moulin de la Fontaine à Thoré-La-Rochette (Loir-et-Cher), 4 mai 2019, la Zone i est officiellement inaugurée. L'ancien moulin délaissé pendant des décennies est devenu un espace culturel dédié à l'image et à l'environnement. Zone i est à l'origine une zone *inondable*, dont le projet artistique est de développer une zone *image* et de créer de multiples autres « i » au gré des événements : zone *i.mprévisible*, *i.submersible*, *i.mminente*...

Pensé et dessiné par le photographe Mat Jacob et la graphiste Monica Santos, ce lieu porte la trace d'une *i.ntemptive i.nflexion* de trajectoire et constitue une *i.ncitative i.nvitation* à réfléchir à nos modes de vie contemporains. Ouvert sur son environnement, il ambitionne de rassembler des images, de la bonne humeur, des amateurs de saucisses, des notes de musique, des végétariens, des curieux, des viticulteurs et des agriculteurs, des artistes, des voisins... Plus d'informations sur la programmation 2019 : www.zone-i.org.

un autre développement

Économie

15 À quand une transition agricole et alimentaire globale ?

Agriculture

16 Des idées pour transmettre : si on restructurerait les fermes ?
18 Sur la Ferme des volontaires, on travaille le collectif et l'autonomie

Initiatives

20 Mettre en lumière les écritures paysannes
21 « La main calleuse qui chatouille la feuille blanche »

(Ré)abonnez-vous à *Transrural initiatives* sur la boutique en ligne de la revue

Idées

- 22 Écrire de la science-fiction pour penser la révolution
- 23 La suite du monde, immersion dans une France qui fait sécession

Chronique

- 24 La guerre des mots — acte XXXI



découvrir

- 25 En revues
- 26 Au fil des lectures

DOSSIER

I à XII

Alimentation : une place à table pour tous !

Quel rôle les acteurs agricoles ont-ils à jouer pour répondre à la nécessité de l'accès de tous à une alimentation de qualité et durable ? Pour répondre à cette question, Réseau Civam s'est associé à des partenaires du secteur social, de la recherche et de la formation, dans le cadre du projet de recherche-action Accessible.

Ce dossier s'intéresse aux réflexions et expérimentations qui voient le jour quand acteurs du monde agricole et du secteur social se mettent autour d'une même table pour examiner la situation problématique de l'accès à l'alimentation et son lien avec le système agricole.



ACCESSIBLE

S'alimenter

Le 7 juin, la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes annonçait avoir mis en évidence une fraude portant sur la qualité de plus de 700 tonnes de steaks hachés distribués en France au titre de l'aide alimentaire. Ces produits ne présenteraient toutefois pas de danger sanitaire assure l'administration relevant du ministère en charge de l'économie. Ce n'est pas la première fois que la qualité des produits des circuits d'aide alimentaire est mise en cause. Ce constat constitue l'un des points de départ du projet Accessible, « pour une alimentation durable et de qualité accessible à tous », qui fait l'objet du dossier de ce numéro. Ce projet de recherche-action, piloté de 2016 à 2019 par Réseau Civam, a réuni près d'une vingtaine de partenaires des mondes du développement agricole et du travail social. Au-delà de la « promotion » d'un des membres de l'Agence de diffusion et d'information rurales (Adir), association d'édition de *Transrural initiatives*, nous avons voulu avec ce dossier vous présenter les réflexions et résultats de ce projet original qui établit un lien explicite entre crise sociale et crise agricole. Pour les partenaires d'Accessible impliqués, la réalisation de ce dossier a été une occasion de rassembler de la matière issue du séminaire final du projet et d'une prise de recul par le passage à l'écrit.

Utiliser l'écrit et la lecture comme un moyen de se questionner, de s'interroger sur ce que l'on pense et sur ses propres pratiques est un travail familier pour le Réseau des Créfad qui rejoint l'aventure et à qui nous sommes très heureux de faire une place dans l'Adir. Vous trouverez une courte présentation du réseau dans l'ours situé dans la page de gauche du sommaire. Parmi les valeurs de ce réseau associatif d'éducation populaire qui se réfère au Manifeste de Peuple et culture de 1945, il y l'entraînement mental, « une démarche éducative majeure pour un entraînement à une pensée critique autonome tournée vers l'action... ». Une démarche individuelle et collective pour se repérer dans la complexité du réel, sans déléguer sa pensée à des experts et sans prendre sa pensée pour argent comptant.

Pas sûre que les députés de la « mission d'information commune sur le mouvement des Gilets jaunes » se repèrent dans la complexité du réel. Mise en place début mai sous l'impulsion du député LREM Roland Lescure, d'élus de droite et du centre, cette dernière a pour objet d'évaluer « les coûts économiques, sociaux et budgétaires des violences, des dégâts et des blocages ». Étrangement, la proposition de députés de gauche, comme François Ruffin (LFI), d'y ajouter une mission d'information « sur les bénéfices des Gilets jaunes pour les Français » n'a pas été retenue... Elle aurait peut-être permis de composer une vision plus complète de la réalité. Mais la majorité présidentielle et le gouvernement ne font pas dans la nuance. Pas le temps. Le ministre en charge de l'agriculture, Didier Guillaume, en a apporté une preuve supplémentaire en annonçant le 6 juin, en marge du congrès du syndicat Jeunes agriculteurs, qu'en matière de foncier il était envisageable d'avancer par décret ou arrêté. « Si on peut gagner un an, on le fera »². La grande loi pour une répartition du foncier à la hauteur de ce bien commun semble s'éloigner pour que « les dossiers avancent ». Nous espérons qu'avec le dossier et les articles de ce numéro, nous vous offrirons une petite respiration pour prendre le temps d'avancer à votre rythme et d'entrer dans cet été sans se précipiter mais avec appétit. Rendez-vous au mois d'août !

HÉLÈNE BUSTOS, RESPONSABLE DE LA RÉDACTION

1 - www.reseaucrefad.org/entrainement-mental.

2 - Cité par l'action agricole picarde, dans une brève publiée le 7 juin sur www.action-agricole-picarde.com.

Alimentation : une place à table pour tous !



- **Nourrir la réflexion sur l'accès à l'alimentation..... II**
- **L'alimentation est l'affaire de tous IV**
- **« Le film est construit sur le lien entre crises sociale et agricole » V**
- **L'aide alimentaire, remise en cause ... VI**
- **Repenser la solidarité alimentaire VII**
- **« L'économie sociale et solidaire peut appuyer la transformation de l'alimentation »..... IX**
- **« Utiliser la gratuité pour repenser notre alimentation et notre système agricole » X**
- **Pourquoi ne pas aller vers une sécurité sociale de l'alimentation ? XI**
- **Produire et manger, gare aux fausses routes..... XII**

L'agriculture doit aujourd'hui faire converger performance économique, préservation de l'environnement et santé publique. La Loi d'avenir agricole de 2014 rappelle l'ambition de la politique nationale de l'alimentation : faciliter l'accès de tous à une alimentation sûre, diversifiée, en quantité suffisante, de bonne qualité gustative et nutritionnelle, produite dans des conditions durables. Si l'aide alimentaire est souvent considérée comme une réponse aux problèmes d'accès à l'alimentation, elle apparaît cependant de plus en plus controversée et de nombreuses associations observent les limites de ce système de redistribution. Face à la pérennisation de ce qui ne devait être qu'une aide d'urgence, les paysans du réseau des Civism s'interrogent : comment se peut-il qu'un système de production nourrisse mal un nombre croissant de ses consommateurs et ne permette pas de vivre à une partie de ses producteurs ? Quel rôle les acteurs agricoles ont-ils à jouer pour répondre à la nécessité de l'accès de tous à une alimentation de qualité et durable ? Pour répondre à ces questions, Réseau Civism s'est associé de 2016 à 2019 à des partenaires du secteur social, de la recherche et de la formation, dans le cadre du projet de recherche-action Accessible.

Le 28 mars dernier, le Palais de la femme, centre d'hébergement parisien de l'Armée du Salut, accueillait le séminaire final de ce projet. Les partenaires d'Accessible ont invité les participants de la journée à débattre de plusieurs des enseignements tirés de leurs travaux. Au cours du séminaire, intervenants et participants ont mis en évidence la multiplicité des enjeux liés à l'alimentation et la nécessité de et les moyens pour repenser la solidarité alimentaire.

Ce dossier, en se faisant l'écho de cette journée, s'intéresse aux réflexions et expérimentations qui voient le jour quand acteurs du monde agricole et du secteur social se mettent autour d'une même table pour examiner la situation problématique de l'accès à l'alimentation et son lien avec le système agricole.

Le projet Accessible a pour objectif de favoriser l'échange et le partage entre acteurs du secteur social et du monde agricole autour de l'accès de tous à une alimentation durable et de qualité.

Nourrir la réflexion sur l'accès à l'alimentation

« Ce n'est pas commun d'être aussi nombreux comme partenaires, aussi différents et pendant aussi longtemps », estimait un des participants au temps de bilan du projet Accessible qui s'est tenu le 27 mars dernier au Palais de la femme, un centre d'hébergement de la Fondation de l'Armée du Salut, à Paris. Cette remarque résume en peu de mots quelques-unes des principales caractéristiques de ce projet de recherche-action qui, au cours des trois dernières années, aura réuni dix-huit structures du développement agricole, du travail social, de la formation et de la recherche. Piloté par Réseau Civam et soutenu par le ministère en charge de l'agriculture (cf. encadré) et la fondation Carasso, ce projet entendait définir et caractériser les conditions d'un accès de tous à une alimentation durable de qualité et interroger la durabilité de l'agriculture en y intégrant cette notion, avec le parti pris de s'intéresser aux personnes qui en sont *a priori* les plus éloignées.

La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt de 2014 porte l'ambition de « faciliter l'accès de tous à une alimentation sûre, diversifiée, en quantité suffisante, de bonne qualité gustative et nutritionnelle, produite dans des conditions durables ». Ce thème émerge ainsi comme un sujet politique dans lequel les paysans ont un rôle à jouer. En France, en 2016, 8,8 millions de personnes vivaient en-dessous du seuil de pauvreté et quelque 5,5 millions de personnes ont eu recours à l'aide alimentaire, souvent considérée comme la réponse aux problèmes d'accès à l'alimentation (cf. pVI). La même année, la Mutualité sociale agricole estimait que près de 30 % des

agriculteurs déclaraient un revenu professionnel inférieur à 350 € par mois. Comment notre système de production peut-il mal nourrir un nombre croissant de consommateurs et ne pas permettre à une partie de ses producteurs de vivre ?

EMERGENCE D'UNE QUESTION DEVENUE CENTRALE

Au sein du réseau des Civam, la réflexion sur l'accès à l'alimentation est née de la convergence de plusieurs chantiers historiques. Elle est une suite logique des

travaux sur la durabilité agricole, dès lors que l'on met en évidence le rôle joué par l'aide alimentaire pour écouler les surplus de l'industrie agro-alimentaire. Elle est également une évidence pour les producteurs ayant développé la vente directe qui, en éliminant les intermédiaires, autorise une meilleure rémunération du travail et met les consommateurs face aux producteurs. Ces derniers, pour peu qu'ils y prêtent attention, constatent bien souvent l'absence d'une partie des mangeurs et l'homogénéité sociologique ■■■

DE LA NÉCESSITÉ DE DÉFORMER LES CADRES IMPOSÉS

Le travail réalisé dans le cadre du projet Accessible de début 2016 à mi-2019 a été soutenu par des fonds administrés par le ministère en charge de l'agriculture provenant du Compte d'affectation spécial « Développement agricole et rural » (347 000 euros de subvention pour un budget total de près de 582 000 euros). Ces fonds Casdar proviennent de taxes payées par les agriculteurs sur leur chiffre d'affaires. Ceux-ci en attendent donc légitimement un bénéfice identifiable et ont une exigence d'efficacité et de rigueur administrative quant à leur utilisation. Agroéquipement, performance des systèmes de production, stratégie et management d'entreprise, création de magasins de producteurs, développement de l'agriculture sous signe de qualité, création de valeur dans les territoires... La plupart des travaux soutenus par des fonds Casdar se réfèrent au développement agricole et rural. Accessible, en posant la question des moyens de l'accès à l'alimentation, c'est-à-dire à la production agricole, porte un questionnement nouveau : celui de la pertinence des politiques publiques agricoles de ces dernières décennies. Pour ce projet, il nous a été nécessaire d'associer à nos travaux des acteurs peu familiers en ces lieux : les consommateurs et les travailleurs sociaux. Il nous a fallu composer avec des manières de vivre et des modes de travail nouveaux. La lourde machine administrative a pu progressivement se déformer, jusqu'à quasi s'effacer derrière les attentes du terrain et la vigueur de nos échanges. Nous avons ce faisant introduit un peu du grand désordre de la vie dans l'administration d'un dossier Casdar. Nous avons aménagé autant que possible ce cadre pour faire cohabiter des chercheurs, des citoyens, des élus, des agriculteurs, des travailleurs sociaux, des réalisateurs... Et prendre le temps de se donner de la confiance dans cette complexité. Nous avons aujourd'hui la satisfaction de penser qu'Accessible n'est pas seulement un « projet » dont les enseignements nombreux sont loin d'être tous contenus dans des « livrables ».

JEAN-CLAUDE BALBOT (CIVAM)

■■■ de ceux qui s'approvisionnent en circuits courts. Il ne s'agit pas seulement d'une « réduction » géographique - « *je sers mes voisins* » - mais bien d'un partage d'ordre sociologique, culturel et économique.

Enfin, rendue possible par les activités d'accueil social à la ferme, la rencontre avec le secteur de la grande précarité a fait émerger de nombreuses questions autour de la précarité, alimentaire notamment, qui n'épargne pas non plus les agriculteurs.

Accessible interroge la durabilité de l'agriculture en y intégrant la notion d'accès à l'alimentation, avec le parti pris de s'intéresser aux personnes qui en sont a priori les plus éloignées

PROVOQUER LA RENCONTRE ENTRE DES MONDES PROFESSIONNELS

Dès 2012, Réseau Civam interpelle le ministère de l'agriculture quant au rôle des agriculteurs dans la rénovation de l'aide alimentaire. En 2014, la question est reformulée, la notion d'accès de tous à une alimentation durable et de qualité, réservant l'aide à l'urgence, est posée. En 2016 démarre le projet de recherche-action Accessible. Les acteurs du secteur social, de la recherche et du monde agricole, partenaires du projet, ont appris à se connaître (cf. encadré) et ont pu constater collectivement l'insatisfaction d'une partie des consommateurs quant à leur alimentation, notamment les plus démunis, et d'une partie du monde agricole quant à sa capacité à répondre à l'exigence de « *nourrir (tout) le monde* ». Dans une première phase du projet, les partenaires ont étudié une quinzaine d'initiatives qui entendaient répondre à leur échelle à ces insatisfactions. La seconde phase a consisté en



Le projet s'est intéressé à des expériences de partenariats entre agriculteurs et citoyens avec un focus sur les familles à petit budget, comme celle de maraîchage solidaire dans la Drôme où une paysanne prête des parcelles à des adhérents de plusieurs épiceries sociales.

l'expérimentation de différentes formes de partenariat entre agriculteurs et citoyens avec un focus sur les familles à petit budget (maraîchage solidaire par le prêt de parcelles et de l'accompagnement technique ; organisation de temps conviviaux pour visiter, cuisiner et partager collectivement des informations afin de mieux comprendre la production ali-

mentaire d'un territoire et les habitudes alimentaires ; transformation du self d'un centre d'hébergement en cuisine collective...). Enfin, les partenaires entendent aujourd'hui partager la culture commune qu'ils ont construite, diffuser ce qu'ils ont appris et ainsi alimenter le débat public sur l'accès à l'alimentation.

■ HÉLÈNE BUSTOS (TRANSRURAL)

DES PRÉCARITÉS QUI SE RENCONTRENT

Alors qu'il y a quelques décennies, les politiques agricoles avaient permis d'élever le niveau de revenu des agriculteurs et de fournir aux consommateurs français une nourriture diversifiée, en quantité suffisante et à bas prix, ces politiques semblent aujourd'hui contribuer à un double appauvrissement, tant alimentaire qu'agricole. Il se traduit par une augmentation des bénéficiaires de l'aide et des familles sous contraintes alimentaires mais aussi par la disparition des producteurs et le maintien de revenus professionnels très bas pour plus d'un tiers d'entre eux. « *Dans Accessible, nous avons aussi rencontré un monde en précarité, celui des agriculteurs* », estime Emmanuel Ollivier, directeur de la Fondation de l'Armée du Salut, partie prenante du projet. Au cours du travail, des échanges, des rencontres de terrain, des moments de vie partagés, les partenaires ont dû composer avec les codes mais aussi les difficultés de différents univers professionnels, du travail social au développement agricole en passant par la recherche, connaissant eux-aussi une certaine forme de précarisation. Des notions telles que l'autonomie et l'importance du collectif auront servies à la construction d'un langage commun, ingrédient indispensable pour faire reculer la méconnaissance réciproque des conditions de la production et la consommation et recréer du lien avec et entre tous les consommateurs. (HB)

UN PROJET, DES LIVRABLES...

Un autodiagnostic

Le travail collectif a donné lieu à la création d'un outil d'animation, l'«autodiagnostic» des initiatives d'accès à l'alimentation durable. Cet outil, à l'image de la démarche de co-construction du projet, croise des questions, des ressources et des témoignages. Il s'adresse à des initiatives qui ont pour ambition de rendre accessible une alimentation durable à tous, notamment à des publics qui rencontrent des difficultés d'accès. Il répond à trois objectifs : animer un débat multi acteurs ouvert ; renforcer la compréhension des enjeux liés à l'accès à l'alimentation ; fixer des objectifs collectifs d'amélioration du projet.

Un film

La part des autres est un documentaire écrit et réalisé pendant le projet par les réalisateurs Jean-Baptiste Delpias et Olivier Payage. Il donne à entendre des témoignages venus d'horizons divers, à découvrir des situations souvent méconnues et invite chacun à s'interroger sur son alimentation, cf. pV (Callysta Productions, 1h20, disponible en DVD).

Des résultats d'enquêtes

Document de travail du projet, il s'agit d'une présentation de la méthode d'enquête et d'une analyse de quinze initiatives à l'aune des quatre dimensions étudiées : autonomie, participation, qualité, agriculture.

Un rapport de recherche

Démocratie alimentaire et accès à l'alimentation durable des familles à petits budgets, Dominique Paturel, Inra, 2018.

Un rapport de stage

Comprendre la participation, Margot Meziane, EHESS, 2018.

Une revue de littérature

De l'accès à l'alimentation durable à la démocratie alimentaire, Baptiste Douillet, IEDES, 2016.

Des modules de formation

À destination de l'enseignement agricole (appréhension de l'aide alimentaire, lien à l'agriculture...) et du travail social (rencontres et enquêtes de terrain en lien avec l'alimentation).

Retrouver toutes les infos sur les livrables sur : www.civam.org.

Au cours du projet, les partenaires d'Accessible auront acquis la certitude que l'alimentation est une question éminemment sociale qui a le pouvoir d'inclure et d'exclure.

L'alimentation est l'affaire de tous

Un cycle de travail touche à sa fin ; le moment est venu de rassembler, synthétiser, digérer trois ans de recherches et d'échanges ; écrire les « grands enseignements » du projet que nous avons mené, mais qui nous a aussi menés, malmenés, amenés quelque part. Aujourd'hui, nous avons un certain nombre de comptes-rendus de travail, rapports de recherche, de livrables (cf. encadré) élaborés avec soin. Mais cela constitue-t-il les enseignements du projet Accessible ?

L'Académie française définit l'enseignement comme « l'action de transmettre un savoir et le résultat de cette action ». Une autre définition en ligne¹ nous dit qu'un enseignement est « ce qui enrichit, à la manière d'une leçon, la pensée et l'action ». Ces deux définitions reflètent bien le projet.

TRANSMETTRE ET... APPRENDRE

Tout au long de nos travaux nous avons fait le constat d'un double appauvrissement, celui d'une partie des producteurs et d'une partie des consommateurs. Il est de nature économique mais concerne aussi les savoirs sur notre propre situation, sur celle de ceux qui nous entourent et sur les règles qui nous lient. Comment se peut-il que les fonctions les plus fondamentales de l'humanité, cultiver et se nourrir, fabriquent du malheur et de l'ignorance ? Peut-on laisser s'installer du ressentiment, de la honte ou de l'isolement au sein de l'alimentation quotidienne ? Ce n'est que collectivement que nous pourrions répondre à ces questions, car c'est d'abord collectivement que nous avons pu les formuler et nous les approprier.

Que chacun d'entre nous puisse transmettre et apprendre, c'est le défi de

l'éducation populaire, celle que porte le réseau des Civam, mais c'est aussi la première et la plus fondamentale des leçons de ce projet : l'alimentation est l'affaire de tous. Ce projet nous a permis de poser le regard sur une multitude de situations vécues, d'écouter, de prendre la parole, d'être attentifs à la part des autres. Chacun a été en position de transmettre des savoirs et d'en recevoir, donner, recevoir et rendre... Ce que chacun en retire de compréhension, de connaissances factuelles, théoriques, mais aussi de convictions intimes et de capacité d'agir, est un résultat immatériel mais primordial de cette aventure collective.

ENRICHIR LA PENSÉE ET L'ACTION

La réciprocité des apprentissages a permis aux acteurs de terrain d'interroger, de renforcer ou de faire évoluer leurs pratiques, aux acteurs de la recherche d'explorer de nouveaux points de vue. Ensemble nous avons construit une culture générale, un socle commun, des éléments d'analyse, que nous porterons dans nos cercles de travail, de réflexion.

L'alimentation, nous l'avons appris et éprouvé - c'est la deuxième grande leçon - a le pouvoir d'inclure ou d'exclure ; elle doit donc être construite attentivement pour qu'elle ne participe pas à l'exclusion. Dès lors c'est une satisfaction d'entendre des participants s'exclamer : « Si j'avais su qu'avec mon RSA j'allais aider un agriculteur ! » ou « quand on sait ce qu'on met comme énergie à produire, ce n'est pas satisfaisant de voir le produit déclassé en bout de chaîne et des consommateurs le recevoir par défaut... »

Nous ne pouvons pas laisser définir la citoyenneté par la capacité à consommer ■■■

■■■ comme nous l'explique une militante d'ATD Quart Monde : « *Aujourd'hui vous avez une déshérence de la politique et de la citoyenneté parce qu'on a humilié, on a mis de côté, dans une société de consommation, ceux qui ne consomment pas.* » Loin de croire que nous

pouvons attendre de tels changements d'initiatives locales, nous pensons qu'il faut évaluer globalement le système agricole et alimentaire. En y rapatriant les éléments externalisés comme la santé, l'environnement et avant tout la question sociale : le

prix politique de cette machine à produire du ressentiment et de l'exclusion que nous avons laissée se mettre en place.

■ MÉLANIE THÉODORE (RÉSEAU CIVAM)

1 - www.cnrtl.fr/definition/enseignement.

Visite dans les cuisines de l'élaboration du documentaire
La part des autres avec ses chefs réalisateurs.

« Le film est construit sur le lien entre crises sociale et agricole »

Quel a été votre cheminement dans la construction du film ?

Jean-Baptiste Delpias : Ce documentaire est une commande dont l'objectif était de faire le point sur les trois ans d'Accessible. Il a quand même fallu comprendre un certain nombre de données pour nous approprier ce projet qui n'était pas simple... Les premières images ont été faites en mai-juin 2018 et nous étions plutôt sur un mode reportage : tournage lors de rencontres ou d'actions menées dans le cadre du projet, avec quelques entretiens permettant de tisser un lien entre elles.

Il y a eu un déclic en décembre dernier après une rencontre sur les violences alimentaires¹ ; nous avons commencé à mieux comprendre le lien entre crise sociale et crise agricole. Il nous a ensuite paru important d'intégrer plus d'éléments de l'ordre du sensible. En janvier 2019, nous sommes retournés filmer des gens, nous voulions aussi que le film nous ressemble un peu à tous, nous les mangeurs.

Olivier Payage : Je suis arrivé en cours et comprendre le lien entre malaise agricole et crise sociale, avant de voir comment le montrer en montant le documentaire, a été un peu compliqué. Au fil des discussions avec les Civam et du visionnage des prises, nous avons tissé une trame et essayé d'aborder la notion d'accès de tous à une alimentation de qualité en partant de l'agriculture, en passant par l'aide alimentaire pour élargir à la crise sociale.

Dans le film, on attrape une question qui n'en finit pas de se développer, on passe par plusieurs personnes qui essaient d'y

répondre à leur manière ; à la fin il n'y a néanmoins pas de conclusion pleine de promesses et les questions sont toujours là.

Comment qualifieriez-vous ce film ?

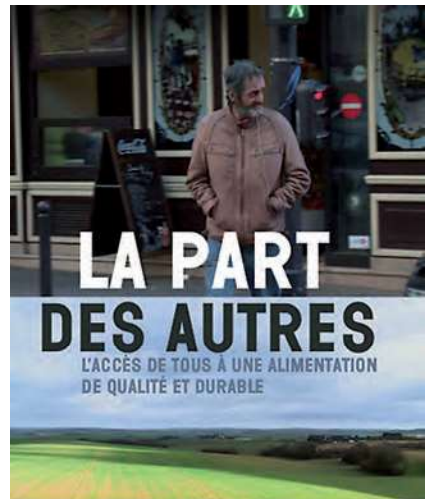
J.-B. D. : Il s'agit d'un film de paroles. Une sorte de tour de table. Il y a des séquences scénarisées mais aussi de l'improvisation. Nous sommes allés à la pêche aux images, en arrivant parfois sans trop savoir ce que nous allions récolter. Le film s'est réellement dessiné après, au montage.

O. P. : Ce n'est pas pour autant un film de spécialistes qui parlent ! Nous voulions tous les régimes de paroles possibles : les agriculteurs, les travailleurs sociaux, les mangeurs...

Avec quoi repartez-vous de ce travail ?

O. P. : Je dois avouer que l'expérience m'a un peu travaillé et m'a amené à me poser de nombreuses questions, notamment sur la dimension sociale de l'alimentation : la façon de préparer un repas, de se mettre à table, d'accueillir... Et puis, je n'aurais pas fait seul la démarche de déconstruction de l'aide alimentaire. Ce travail a aussi favorisé la déconstruction de préjugés, sur la situation des « gros agriculteurs » que l'on imagine riches, le lieu commun des pauvres qui ne sauraient pas se nourrir correctement, sur les bienfaits de l'aide alimentaire... Je n'avais pas vu tout ce que ce système implique, le rôle de l'État, l'exploitation du gaspillage alimentaire.

J.-B. D. : Au début, il y avait chez moi une certaine forme de naïveté. Je connaissais un peu le monde agricole et les galères des



Le documentaire *La part des autres* a été écrit et réalisé pendant le projet Accessible. Il met en regard le double appauvrissement des producteurs et des consommateurs et invite chacun à s'interroger sur son alimentation. Ce film riche, aux multiples points d'accroche, donne à réfléchir et est à servir, de préférence, accompagné d'un débat.

paysans mais je n'avais pas été beaucoup plus loin. Après, en vivant vaguement dans la précarité, la question de l'accès à l'alimentation, je me la pose aussi personnellement. Dans le film, les plans du marché sont faits en dessous de chez moi où je vois le marché se faire et se défaire, la profusion de produits, de plus ou moins bonne qualité d'ailleurs... C'est un mélange étrange d'essayer de prendre du recul sur une question tout en étant dedans aussi. À noter que ce travail nous a aussi permis de nous reconnecter avec des producteurs, ceux qui nous nourrissent...

■ PROPOS CUEILLIS ET PRÉPARÉS DANS LE RESPECT DE LEUR AUTHENTICITÉ PAR HÉLÈNE BUSTOS (TRANSRURAL)

POUR SE PROCURER LE FILM (DISPONIBLE EN DVD AU PRIX DE 10 €) AINSI QUE DES RESSOURCES POUR ANIMER DES DÉBATS EN LIEN : ACCESSIBLE@GMAIL.ORG.

1 - Journées d'échanges organisées les 3 et 4 décembre 2018. Plus d'infos : <http://iehca.eu/fr/actualites-agenda/journee-d-echanges-violences-et-alimentation>.

De nombreuses associations observent les limites de ce système et les tensions très fortes se cristallisant autour de la qualité, de la diversité des produits et de l'aspect stigmatisant de ce don.

L'aide alimentaire, remise en cause

En France, une personne sur cinq aurait du mal à se procurer une alimentation saine pour assurer trois repas par jour¹. La principale réponse apportée aujourd'hui est l'aide alimentaire : 5,5 millions de personnes y ont eu recours en France en 2016². De la soupe populaire aux épiceries sociales, en passant par des colis, elle prend différentes formes et concerne des travailleurs pauvres, retraités, étudiants, familles monoparentales... et des agriculteurs. Elle est assurée par des associations, parmi lesquelles quatre grands réseaux (les Restos du cœur, la Croix rouge, le Secours populaire, les Banques alimentaires) et une multitude de petites associations, sans oublier que de nombreuses structures d'hébergement social fournissent des repas. Les dons en nature et le bénévolat y jouent un rôle prépondérant.

DE L'URGENCE QUI DURE

Au-delà de l'aide d'urgence, le recours à l'aide alimentaire s'inscrit bien souvent dans le temps : un ménage sur deux concernés y a recours depuis plus de deux ans et un sur quatre depuis plus de cinq ans³. De plus, les produits disponibles ne permettent pas toujours d'assurer l'équilibre alimentaire, ni de satisfaire les préférences, les aliments étant le plus souvent non choisis et leur qualité jugée mauvaise.

Le caractère disqualifiant ou stigmatisant du don alimentaire est souvent mis en avant par celles et ceux qui y ont recours⁴. Il est lié au processus de don sans contrepartie, mais aussi à l'itinéraire des produits qui arrivent à l'aide alimentaire en « bout de chaîne », ses consommateurs se trouvant associés à des produits déclassés. Les contrôles pour déterminer qui a droit à l'aide, réalisés généralement par des bénévoles, sont souvent vécus

comme trop intrusifs par les « bénéficiaires » (cf. encadré). Du côté des bénévoles, l'inscription de l'aide dans la durée démobilitise et de l'animosité peut même se développer vis-à-vis des personnes qui feraient preuve d'une absence de volonté de « s'en sortir ».

UNE POLITIQUE INSTALLÉE

Le dispositif d'aide alimentaire coûterait aujourd'hui 1,5 milliard d'euros par an⁵, dont un tiers correspond aux dons en nature et un tiers au bénévolat. Le dernier tiers est composé d'argent public dédié : 73 millions d'euros issus du Programme européen d'aide aux plus démunis, orientés vers les quatre grands opérateurs pour l'achat de denrées via un système d'appel d'offres contrôlé par l'État ; 52 millions correspondent à des subventions nationales, notamment vers les épiceries sociales ; l'aide fournie par les centres communaux et intercommunaux d'action sociale est évaluée à 122 millions d'euros ; le reste, soit 218 millions d'euros, est constitué des réductions d'impôts aux particuliers et entreprises ayant réalisé des dons. Parmi ces généreux donateurs défiscalisés, on retrouve

des industriels de l'agroalimentaire, de la distribution et des coopératives agricoles. Si le Sénat estime que cette politique est efficace au regard de son « effet multiplicateur » important (chaque euro investi entraînant, grâce au bénévolat et aux dons, un service qui lui est bien supérieur...), son aspect palliatif interpelle. Comment expliquer que le système alimentaire en France ne parvienne pas à nourrir tout le monde ? Comment l'aide alimentaire est-elle devenue constitutive d'un modèle de production non durable qui facilite l'écoulement de surplus ?

■ LES PARTENAIRES D'ACCESSIBLE

1 - Baromètre de la pauvreté Ipsos/Secours populaire (sept. 2018).

2 - Étude de la DGCS (nov. 2016).

3 - *Alimentation et état nutritionnel des bénéficiaires de l'aide alimentaire* – étude Abena (2013).

4 - *Se nourrir lorsqu'on est pauvre* – ATD Quart Monde (juin 2016).

5 - *Aide alimentaire : un dispositif vital, un financement menacé ? Un modèle associatif fondé sur le bénévolat à préserver* – rapport d'information fait au nom de la commission des finances du Sénat (2018).

QUAND LES MOTS PEINENT À CACHER LES MAUX

« Pour nous les clients de l'épicerie s'appellent des consommateurs, comme tout le monde... Nous, aux distributions, nous préférons parler de bénéficiaires. Tant qu'on ne parle pas d'usagers ! » Ces bribes d'échanges, provenant d'une rencontre du projet Accessible au Centre intercommunal d'action sociale d'Aunis (17), en 2018, illustrent bien la difficulté à nommer celles et ceux qui ont recours à l'aide alimentaire. De même, dans le guide pratique *Créer, gérer et animer une aide alimentaire en milieu rural*, édité par les Banques alimentaires, on peut lire : « Le choix du vocabulaire est très important lorsque l'on parle des ou aux personnes accueillies. Il exprime notre perception, ainsi que la manière dont nous les abordons. » Pour l'anthropologue Bénédicte Bonzi, partie prenante du projet Accessible, « il est intéressant de considérer qu'il n'y a pas de mot politiquement correct ou incorrect pour qualifier ceux qui se nourrissent de l'aide alimentaire, mais un enjeu de les voir autrement et de les décrire tels qu'ils se donnent à voir » (HB).

Éléments de réflexion tirés de la table ronde du séminaire final du projet Accessible.

Repenser la solidarité alimentaire

Le 28 mars dernier, le Palais de la femme, centre parisien de la Fondation de l'Armée du Salut où sont hébergées au quotidien quelque 450 personnes, accueillait le séminaire final d'Accessible. Au cours de la journée, il était possible de visiter la nouvelle cuisine collective, résultat de la transformation de l'ancien self réalisée au cours du projet Accessible. L'objectif est d'accompagner les résidents vers une autonomie plus globale, en prenant en compte l'alimentation et en s'adaptant aux souhaits et profils de chacun pour sortir de la distribution et de l'assistanat. Le Palais a ainsi développé des partenariats avec une épicerie solidaire, une association de lutte contre le gaspillage et

des producteurs locaux. Aujourd'hui, si au Palais de la femme, l'alimentation est une composante revendiquée du travail social, il n'en va pas de même partout et l'aide alimentaire (cf. pVI) reste la réponse aux problèmes d'accès à l'alimentation.

DÉCONSTRUIRE LES ÉVIDENCES

« Conçue pour répondre à des situations d'urgence, nous n'acceptons pas que l'aide alimentaire devienne une solution pour un nombre croissant de citoyennes, de citoyens et d'enfants, dans un pays de surplus alimentaire », introduit Cathy Bousquet, enseignante à l'Institut régional du travail social à Montpellier, partenaire du projet. « Dans l'aide alimentaire, 95% des produits distribués

proviennent de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution, rappelle Jean-Claude Balbot, administrateur Civam. Ce qui devrait être considéré comme l'échec d'une politique publique coûteuse est devenu la variable d'ajustement d'un mode de production très fortement capitalisé, extractiviste et grand consommateur d'énergie. » Les partenaires d'Accessible, en considérant que le corps social n'est pas un élément inerte d'absorption de la (sur)production, invitent donc à déconstruire « l'évidence » que constitue désormais l'aide alimentaire. Sans pour autant balayer d'un revers de main le travail des milliers de bénévoles et de structures sur qui repose la solidarité alimentaire institutionnelle qui devrait être réservée à l'urgence. ■ ■ ■

RÉFLÉCHIR AUX CONDITIONS DE L'ACCÈS DE TOUS À UNE ALIMENTATION DURABLE

Comment s'alimenter dans un village de 900 habitants dépourvu de commerces ? Et pourquoi ne pas créer une épicerie associative pour pallier ce manque ? La centaine de participants du séminaire final du projet Accessible étaient invités à réfléchir à ces questions lors d'un atelier « jeu de rôle » destiné à appréhender la diversité des acteurs de l'alimentation et la multiplicité des enjeux.

Par groupe d'une quinzaine de personnes investies chacune d'un rôle (habitant, agriculteur, bénévole aux Restos du cœur, élue, commerçant de la ville voisine...), l'idée était de mettre en scène une réunion publique organisée par la mairesse du village imaginaire de Lacourgen-Fleur, interpellée par un groupe d'habitants motivés pour créer une épicerie associative. Le but de cette réunion publique était de présenter la réflexion, de sonder les habitants, de partager différentes idées et d'imaginer des pistes de travail.

Munis d'informations sur le village et ses environs (démographie, activités, emplois, transports...) et sur son personnage, chaque participant devait, dans un premier temps, définir son intérêt à participer à une telle réunion, s'interroger sur ce que l'alimentation lui inspire et sur l'utilité sociale qu'un projet en lien avec ce thème pourrait avoir pour la commune. Dans un second temps, la réunion publique, animée par une personne extérieure garante de l'expression de chacun, s'est déroulée. Lors d'un troisième temps de l'atelier, les participants nourris par la matinée d'échanges et le jeu de rôle, réfléchissaient aux conditions pour l'accès de tous à une alimentation durable. Participation du plus grand nombre, volonté politique et soutien institutionnel, lien avec la



ARNAUD LECLER

production locale, nécessité d'avoir des espaces de dialogue ouverts où prendre le temps d'identifier les convergences et divergences d'intérêts et pour construire de la confiance... Les pistes de réflexion ressorties de l'atelier « jeu de rôle », organisé en écho à la diversité des partenaires qui ont appris à travailler ensemble lors du projet Accessible, sont nombreuses.

Vous souhaitez animer un jeu de rôle sur le même modèle ? Les consignes et livrets participants sont disponibles sur : www.civam.org et à adapter librement.

- ■ ■ « Dans le don de nourriture via l'aide alimentaire, il peut aussi se jouer une réelle solidarité, nuance Bénédicte Bonzi, doctorante en anthropologie et partenaire du projet. Néanmoins, bien souvent, dans ces dispositifs, le droit à l'alimentation¹ est bafoué, les associations sont mises en concurrence sur un marché de la faim et l'État se désengage de ses responsabilités. »

DE LA RENCONTRE À LA RECONNAISSANCE

Pour Cathy Bousquet, la solidarité, au-delà d'une expérience individuelle, est un héritage philosophique et politique du XIX^e siècle qui renvoie à une volonté de donner une réalité au principe d'égalité entre les citoyens : « La solidarité est la marque de l'interdépendance entre les personnes quels que soient leur héritage, leur statut, leurs ressources. En prenant cette dimension politique, elle a permis la pacification des rapports sociaux en France et la mise en œuvre de l'État social par la III^e République [1870-1940] ; pacification et cohésion sociale aujourd'hui ébranlées. » Cette approche de la solidarité, Marie Rivoire, maraîchère installée à Vaunaveys-

LES PARTENAIRES D'ACCESSIBLE CONSIDÈRENT QUE LE CORPS SOCIAL N'EST PAS UN ÉLÉMENT INERTE D'ABSORPTION DE LA (SUR)PRODUCTION

la-Rochette (26), la vit au quotidien sur sa ferme, dans le travail avec ses deux associés, mais aussi avec l'extérieur. Depuis quelques saisons, elle met à disposition des parcelles et accueille des adhérents de quatre épiceries sociales autour d'ateliers de maraîchage. Pommes de terre, carottes, tomates et courges sont mises en culture puis récoltées pour venir garnir les rayons des épiceries où elles seront vendues aux adhérents. Une partie de la production est transformée en conserves lors d'ateliers collectifs. « Les gens de l'épicerie viennent travailler leur parcelle que j'entretiens et, en contrepartie, ils me donnent un coup de main au jardin », raconte Marie, persuadée que « qui que l'on soit, on a quelque chose à offrir ». Créer la rencontre et l'entraide entre des

mondes qui se méconnaissent, tel est aussi le sens de la démarche du Cabas des champs, à Brest. Ce groupement d'achat, créé en 2014 par des habitants du quartier populaire de Keredern, s'approvisionne auprès de producteurs locaux. Il travaille aujourd'hui, avec l'appui du centre social et culturel Les Amarres, à l'organisation de temps conviviaux regroupant habitants du quartier et paysans. « Si l'idée première du Cabas est de faire revenir de la qualité et de l'humanité dans le quartier, il a été important à un moment de mieux connaître les paysans et de confronter la réalité des uns et des autres », analyse Fred Pellé, animateur aux Amarres. « Par mon action, je m'efforce de montrer que manger est un droit et que la nourriture doit être là pour nous ; je veux nourrir la terre, les esprits, les ventres et que chacun retrouve de la dignité par l'acte de manger », explique Nathalie Barthe, agricultrice-cueilleuse dans l'Hérault. Depuis sa garrigue nourricière, elle s'implique avec des structures sociales dans la construction d'actions autour des pratiques alimentaires. Sur sa ferme ou au sein des structures, elle cuisine, transforme collectivement et discute avec les personnes pour déconstruire les idées reçues sur la consommation en abordant les thèmes des prix, de la qualité, de l'origine, ou encore de la saisonnalité.

RELIER LES ÎLOTS DE SOLIDARITÉ

Les différentes initiatives analysées et les expérimentations d'accès de tous à une alimentation durable et de qualité menées dans le cadre du projet ont des caractéristiques communes. Elles portent une attention particulière, à des degrés divers, à la qualité de l'alimentation entendue comme sa capacité à répondre à de multiples fonctions (sociales, religieuses, culturelles, gustatives, symboliques...), au-delà des exigences sanitaires et nutritives. Elles s'intéressent aussi à la participation qui recouvre l'ensemble de ce qui permet le processus démocratique : la possibilité de s'exprimer et d'agir au sein de l'initiative, le temps passé à y faire quelque chose ; elle se rapporte au fait « d'être concerné par » et « d'avoir la marge de manœuvre de » (donner, recevoir, contribuer selon ses revenus...). Dans ces initiatives la préoccupation pour l'agriculture (par qui et com-

ment les aliments sont-ils produits ?) est présente et se traduit par une mise en lien entre agriculteurs et consommateurs pour une meilleure appréhension des réalités de chacun. Enfin, la notion d'autonomie qui renvoie à la capacité de faire des choix, de s'autodéterminer, mais aussi de critiquer, de refuser, est une dimension importante de ces initiatives ; elle renforce la capacité à aller vers des expérimentations, à sortir des cadres, à interroger et faire évoluer la norme, le droit².

AU-DELÀ DES INITIATIVES

Que faire de ces constats et de ce travail ? Au-delà de la production d'outils d'aide à la prise de recul sur ses pratiques, de balises pour la réflexion, quelles préconisations en tirer pour une politique alimentaire qui viserait l'accès de tous à une alimentation de qualité et durable ?

Réserver réellement l'aide alimentaire aux situations d'urgence est une des premières recommandations. Ensuite, les caractéristiques et points d'attention qui émergent du projet Accessible (prendre en compte les qualités, la participation, la considération de la question agricole et la notion d'autonomie) sont déjà très certainement de bons horizons. De plus, en lien avec la forme même du projet (association de différents « mondes » : développement agricole, travail social, recherche...), l'idée d'une nécessaire rencontre, de confrontation et d'appréhension des réalités vécues (entre paysans et citoyens notamment) est aussi à retenir. « Une politique nationale pourrait déjà avoir comme objectif d'appliquer le droit à l'alimentation qui est bien différent de simplement remplir un ventre, estime Bénédicte Bonzi. Mais les réponses sont aussi à construire collectivement pour répondre aux besoins des personnes et non gérer des populations. »

■ HÉLÈNE BUSTOS (TRANSRURAL)

1 - La Déclaration universelle des droits de l'homme (1945) pose dans son article 25.1 : « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires [...] »

2 - Ces différentes dimensions sont étoffées et illustrées dans l'outil d'autodiagnostic construit au cours du projet (cf. pIV).

Pour Boris Tavernier, directeur de Vrac, un réseau d'associations qui favorisent le développement de groupements d'achat de produits de qualité dans des quartiers populaires, l'économie sociale et solidaire (ESS) doit montrer que d'autres types de relations économiques sont possibles.

« L'économie sociale et solidaire peut appuyer la transformation de l'alimentation »

« L'ESS existe depuis toujours dans le secteur de l'agriculture et de l'alimentation où les coopératives de producteurs sont particulièrement développées. Mais une part d'entre elles a surtout accompagné l'industrialisation de l'agriculture, oubliant le côté social et parfois même solidaire. Plus largement, les structures de l'ESS font face à différentes injonctions : d'un côté, leur rentabilité est nécessaire à leur pérennité et, de l'autre, elles sont confrontées à un besoin social non satisfait. Toutes ne font pas les mêmes arbitrages et certaines entreprises classées dans le secteur de l'ESS ont mis de côté la finalité sociale de leur projet. Il s'agit donc de réaffirmer les objectifs de l'ESS et de voir comment les structures qui s'en revendiquent peuvent appuyer la transition alimentaire, c'est-à-dire le passage à grande échelle à d'autres façons de produire et de consommer, plus vertueuses socialement et pour l'environnement que celles que nous connaissons actuellement.

L'ESS DOIT INTERPELLER LES COLLECTIVITÉS SUR LEUR RÔLE DE SERVICE PUBLIC EN MATIÈRE D'ALIMENTATION

Tout d'abord, ces structures représentent un vecteur d'innovation sociale : nombre d'entre elles sont nées de rencontres autour de valeurs partagées et aboutissent à de nouveaux modes d'organisation, surtout



L'association Vrac lutte contre les inégalités de consommation par le développement de groupements d'achat de produits locaux et bio dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, comme ici à la Duchère à Lyon. Vrac est aujourd'hui présente à Lyon, Strasbourg, Bordeaux, Paris et Toulouse.

dans le domaine de la distribution (Amap, groupements d'achat, magasin coopératif, épicerie solidaires...). Malheureusement, l'ESS est aussi un milieu où les structures qui font sensiblement la même chose vont plus facilement se critiquer pour se démarquer que coopérer, quand bien même le discours sur la mutualisation est très présent. C'est une limite importante au potentiel de transformation de l'ESS, qui doit être appuyée par des politiques de soutien plus larges. Construire du plaidoyer commun est un des enjeux forts pour la pérennité et la créativité de ces structures.

Ensuite, un autre enjeu pour l'ESS est aujourd'hui d'accepter de se mélanger avec d'autres acteurs comme les collectivités, des entreprises "classiques" ou les banques qui ont plus de faculté à "faire bouger les lignes". L'entre soi à petite échelle est porté par une vision idyllique du "small is beautiful", par la fable du colibri, dont il faut savoir s'émanciper. Pour une

initiative, l'important est de bien structurer son ancrage territorial, d'assurer la participation des acteurs de terrain, des citoyens, des associations et des entreprises ; ce qui ne doit pas empêcher de viser des projets à des échelles plus ambitieuses, qui peuvent se démultiplier.

Enfin, il faut s'assurer qu'il n'y ait pas de désengagement des collectivités. Un des rôles fondamentaux des structures de l'ESS est de montrer que d'autres types de relations économiques sont possibles, souhaitables, et d'interpeller par l'exemple les collectivités sur leur rôle de service public en matière d'alimentation. Laisser les collec-

tivités ou la puissance publique se désintéresser du sujet puisque des associations "font le travail" serait dangereux, car l'alimentation est un droit. Cela ne serait pas souhaitable pour la pérennité des structures engagées pour la transition alimentaire dont l'action repose souvent sur des ressources bénévoles qui ne sont pas infinies. Si l'on veut que le plus grand nombre ait accès à des produits de qualité, il faut des financements en conséquence car c'est souvent la partie la plus "sociale" des projets qui est remise en cause en cas de difficulté et sans soutiens publics.

Mener des actions transversales, faire de la sensibilisation et de l'éducation populaire, travailler en lien avec la recherche... Ces activités courantes des entreprises de l'ESS ont fait leurs preuves. Mais sur les questions alimentaires, rapprocher mangeurs et producteurs reste primordial pour se réapproprier son alimentation. »

PROPOS RETRANSCRITS PAR MATHIEU DALMAIS (FADEAR)

Communication du politologue Paul Ariès, directeur de l'Observatoire international de la gratuité, lors du séminaire final du projet Accessible.

« Utiliser la gratuité pour repenser notre alimentation et notre système agricole »

« La grande question au XXI^e siècle n'est pas de savoir si les humains pourraient coloniser Mars mais comment en nourrir 8 à 10 milliards. La faim dans le monde n'est pas la conséquence d'un régime alimentaire trop carné mais d'un système économique qui a breveté le vivant, cassé l'agriculture vivrière, généralisé le gaspillage, fait de l'alimentation une marchandise.

La gratuité de l'alimentation est la seule façon de respecter le droit à l'alimentation, c'est-à-dire le droit à disposer d'une alimentation suffisante, de qualité et choisie. Ce droit, reconnu internationalement, est pourtant chaque jour violé par le système marchand. [...] Soutenir que l'alimentation devrait être gratuite semble être une provocation, mais c'est une provocation à rêver, à penser, à agir. Cette utopie est réaliste puisque le seul gaspillage alimentaire nord-américain dépasse ce qui serait nécessaire pour résoudre le drame de la faim

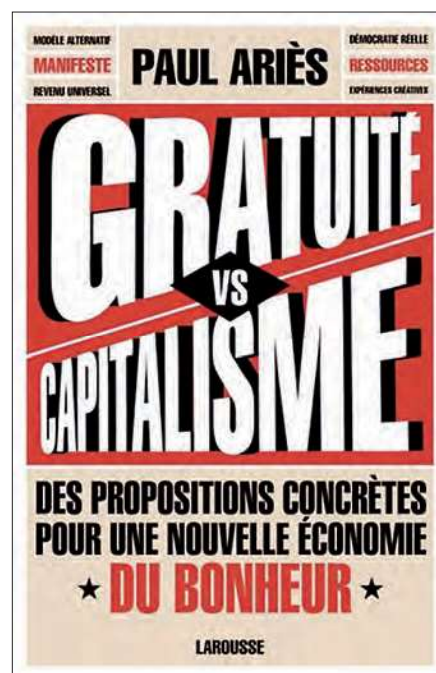
SOUTENIR QUE L'ALIMENTATION DEVRAIT ÊTRE GRATUITE SEMBLE ÊTRE UNE PROVOCATION, MAIS C'EST UNE PROVOCATION À RÊVER, À PENSER, À AGIR

dans le monde. La gratuité de l'alimentation sera bien sûr une gratuité construite et d'abord sur le plan économique. Elle n'est pas le produit débarrassé du coût mais du prix. Elle sera également culturellement et politiquement construite. Il ne s'agit pas de rendre toute alimentation gratuite mais uniquement celle qui correspond à notre conception de l'agriculture et de l'élevage, mais aussi de la table. Il ne s'agit pas, bien sûr, de songer à instaurer la gratuité de l'alimentation du jour au lendemain mais de construire le passage du tout-marchand

au un peu moins marchand puis au plus marchand du tout. Ce passage à la gratuité de l'alimentation pourrait suivre trois grandes étapes.

Première étape : la gratuité de la restauration scolaire. Ce serait la seule façon de rendre effectif le droit à la cantine pour tous, longtemps refusé par la droite, reconnu par la loi depuis janvier 2018 mais sans cesse bafoué. Il faut instaurer pour les communes l'obligation de créer des cantines et d'y accueillir tous les enfants. [...] L'objectif n'est pas seulement diététique mais culturel car apprendre à bien manger est aussi important que d'apprendre à lire et compter. Il ne s'agit pas bien sûr de rendre gratuite l'alimentation telle qu'elle existe mais d'utiliser la gratuité pour repenser notre alimentation et donc aussi notre système agricole, pour défendre, par exemple, une agriculture et un élevage paysan, pour aller vers une alimentation relocalisée, plus en lien avec les saisons, moins gourmande en eau, moins carnée...

La deuxième étape sera d'instaurer la gratuité de toute la restauration sociale à commencer par celle d'entreprise, d'hôpital, des maisons de retraite, etc. La grande chance de la France c'est que ce secteur social représente plus d'un repas hors foyer sur deux. La restauration sociale peut donc être un excellent levier pour développer d'autres politiques agricoles. Il suffirait de modifier le cahier des charges du Code des marchés publics pour réussir la transition écologique. La troisième étape pourrait prendre la forme de paniers bio et locaux à la disposition des citoyens, un peu sur le modèle des Amap. Ce serait la seule façon d'instaurer le droit au bio pour tous et un excellent levier pour la relocalisation. On pourrait pour cela généraliser le modèle des régies municipales fermières permettant d'installer des paysans.



Dans *Gratuité vs capitalisme*, paru aux Éditions Larousse en septembre 2018, Paul Ariès propose et argumente en faveur d'un système d'allocation des ressources fondé sur la gratuité.

J'entends déjà les durs-à-jour : la gratuité serait contraire à la qualité de l'alimentation. Allons donc, la malbouffe est bien payante que je sache ! J'entends les mêmes pisse-froid nous dire : ce qui est gratuit n'aurait pas de valeur ! Allons donc : l'alimentation mondiale est marchande mais plus de 36% est gaspillé ! [...] L'heure est donc bien à multiplier les îlots de gratuité avec l'espoir qu'ils deviennent demain des archipels et après-demain de nouveaux continents. La planète est assez riche pour donner à chacun de quoi vivre bien et ce "vivre bien" comprend bien sûr l'éducation, la santé, le logement mais aussi l'alimentation. Il s'agit donc bien de créer comme disaient les anciens une sécurité sociale de l'alimentation. »

Face aux enjeux de transformation de la production agricole et de l'accès à l'alimentation, penser l'organisation d'une démocratie alimentaire apparaît comme le garant d'un accès de tous à une alimentation de qualité, durable et choisie. Pour cela, ISF-Agrista, avec d'autres organismes et individus, travaille à la construction d'une Sécurité sociale de l'alimentation (SSA) en reprenant les principes de base de la Sécurité sociale de santé : universalité de l'accès, financement par une cotisation, conventionnement de producteurs et de produits, avec un fonctionnement démocratique des caisses qui gèrent le dispositif. ISF-Agrista propose d'allouer un budget de 150€ par personne et par mois, réservé à l'achat d'aliments conventionnés. Alors que le budget alimentaire mensuel moyen, en France, est de 235€ et celui des personnes précaires de 100€, cette mesure serait un premier pas pour améliorer considérablement l'alimentation des personnes les plus démunies.

NE PAS REPRODUIRE LES ERREURS DE LA SÉCU

Attaquée par le patronat dès les années 1950, les salariés ont perdu la gestion des caisses de sécurité sociale de santé au début des années 1960. Cette perte du fonctionnement démocratique des caisses est à éviter absolument : seul un processus démocratique et inclusif respectant les préférences alimentaires de tous, y compris des minorités, permettra aux habitants des territoires de mettre en place une démocratie alimentaire.

De plus, pour décider des conditions d'éligibilité d'un aliment, il faut pouvoir mettre des critères sur son mode de production. Or, si la sécurité sociale de santé a assuré un statut du personnel de santé exempt de toute récupération capitaliste, il n'en a rien été pour les médicaments, facilitant ainsi l'éclosion à partir d'argent socialisé mais hors de tout contrôle de multinationales comme Sanofi. Il est donc primordial que les critères de conventionnement des produits, qui seront accessibles *via* le dispositif, permettent de contrôler l'ensemble des conditions de production : non seulement le type d'agriculture et la qualité des produits souhaités, mais également les formes sociales de pro-

Depuis deux ans, le groupe «Agricultures et souveraineté alimentaire» d'Ingénieurs sans frontières (ISF-Agrista) donne corps, en lien avec d'autres organisations, à l'idée de démocratie alimentaire à partir des fondements de la sécurité sociale de santé. Explications.

Pourquoi ne pas aller vers une sécurité sociale de l'alimentation ?

duction (salaires et propriété des moyens de production) pour éviter de générer de la précarité ou des profits capitalistes...

Un cadre national de conventionnement sera également élaboré à partir des caisses locales pour répondre à des enjeux nationaux comme l'achat des produits à un prix rémunérateur pour les producteurs. L'agriculteur, un médecin comme les autres ?

LE FINANCEMENT DU DISPOSITIF

À l'échelle de la France, ce système représenterait un coût annuel de 120 milliards d'euros, soit moitié moins que l'assurance maladie. Ce montant pourrait, de façon similaire au principe de la Sécu "de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins", être prélevé par une cotisation sur les salaires de 12,6%. Mais d'autres mécanismes de financements sont possibles : cotisations sur les salaires prises sur les cotisations patronales (opération blanche



pour les salaires nets), fonder l'assiette de cotisation sur l'ensemble de la valeur ajoutée produite par les entreprises au niveau national à un taux de 8%, ou récupérer un tiers des revenus financiers des entreprises non soumis à cotisations.

SANCTUARISER UN BUDGET POUR L'ALIMENTATION

L'alimentation est la variable d'ajustement du budget des personnes précaires. Avec une augmentation de 150€ des salaires et des minima sociaux ou un revenu universel tout porte à penser qu'elle le restera et que les dépenses contraintes (loyer, électricité, déplacements, communication...) augmenteront d'autant plus. Sanctuariser un budget pour l'alimentation est indispensable, sauf à parler de gratuité.

Assurer l'accès de tous aux produits est une façon d'envisager la gratuité. Mais parler uniquement de gratuité ne dit rien sur les conditions de production de cette alimentation, sur le statut des producteurs et sur les mécanismes mis en place pour l'organiser. De plus, envisager un monopole de l'État fragiliserait le dispositif en cas de changement de majorité. Zéro tracas, zéro blabla, SSA !

■ ISF-AGRISTA

APPEL À MOBILISATION

Le groupe «Agricultures et souveraineté alimentaire» d'Ingénieurs Sans Frontières (ISF-Agrista) cherche aujourd'hui à animer le projet de mise en place d'une sécurité sociale de l'alimentation. Il mène déjà des actions d'éducation populaire autour de cette idée (vidéos, ateliers, conférence gesticulée...) et invite toutes les personnes et organisations qui le souhaitent à le rejoindre. Plus d'infos : www.isf-france.org/articles/pour-une-securite-sociale-alimentaire.

Contact : secu-sociale-alim@riseup.net.

Une politique alimentaire à même de répondre à l'appauvrissement et à l'éloignement des paysans et des citoyens doit considérer l'accès de tous à une alimentation de qualité comme objectif premier.

Produire et manger, gare aux fausses routes

Une des caractéristiques des activités industrielles est de pousser la division du travail à son maximum. À l'œuvre depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la modernisation agricole exprime la volonté de « mener l'exploitation du sol comme on mène une affaire industrielle »¹. Elle va donc s'appuyer sur la séparation des tâches : ceux qui produisent de l'aliment n'ont pas à se soucier ni du support de cette production ni du sort de leurs concitoyens qui le mangeront ; des ingénieurs sont chargés d'adapter l'environnement au mode de production ; des publicitaires et des nutritionnistes s'attacheront à faire absorber la production par ceux qui deviendront dès lors des consommateurs. « Producteurs et consommateurs » ont remplacé « paysans et citoyens ». Cet éloignement a pour conséquence une ignorance réciproque des conditions d'existence des uns et des autres. Celle-ci consacre le désencastrement² de l'agriculture de nos vies communes et la doxa moderne de séparation des tâches est ancrée dans nos esprits. Or, toutes les recherches montrent qu'agriculture et alimentation sont intimement liées. En nous nourrissant de telle ou telle manière nous disons quelque chose de



CHLOË MARIE

En mangeant, nous répondons à quatre fonctions : se maintenir en vie, se procurer du plaisir, satisfaire à nos nécessités culturelles et nourrir l'animal social en chacun de nous.

nous tous et sur chacun d'entre nous. En mangeant, nous répondons à au moins quatre grandes fonctions : se maintenir biologiquement en vie, se procurer du plaisir, satisfaire à nos nécessités culturelles et nourrir l'animal social en chacun de nous. Nul ne souhaite donner à manger à ses enfants des éléments défavorables à leur santé, mais pourtant près de 20 millions de Français ont une forme d'alimentation contrainte qui les y oblige. Nul ne se lève le matin en priant pour pouvoir épandre des pesticides, donner des antibiotiques à ses animaux ou des raccourcis de paille à ses céréales, mais pourtant l'utilisation de ces produits augmente d'année en année.

LE COMBAT POUR LE MAINTIEN D'AIDES À LA PRODUCTION ET À LA CONSOMMATION N'EST-IL PAS L'APPROBATION D'UN CHOIX POLITIQUE QUI PEU À PEU NOUS DÉVORE TOUTES ET TOUS ?

Le choix fait de mettre en œuvre un mode de production substituant le capital au travail appauvrit et les producteurs et les consommateurs. Ce double appauvrissement, ignoré par les premiers concernés, se traduit dans la chaîne de répartition de la richesse alimentaire : pour chaque euro de dépense alimentaire la part allant rémunérer le travail paysan est de plus en plus petite - entre 2 et 4% aujourd'hui - et, pour autant, les prix ne diminuent pas. Il faut donc, pour que l'ordre se maintienne, faire des politiques de redistribution pour soutenir la production (primes de la Politique agricole commune, aides à l'investisse-

ment, défiscalisations diverses...) et la consommation (aide alimentaire, crédit à la consommation, promotions, tickets restaurant...). Le combat pour le maintien de ces diverses aides n'est-il pas une approbation que nous apportons à un choix politique qui peu à peu dévore ses enfants, paysans et citoyens ? Mais, s'il est difficile d'admettre que l'aide alimentaire est terriblement destructrice de la vie en société, il est encore plus difficile de comprendre que « l'aide » apportée aux producteurs est une manière de les tenir dans la dépendance. Il est dès lors évident qu'une politique pour les pauvres n'est nécessaire que parce qu'a été construite, en amont, une politique pour les riches et qu'elle ne s'impose qu'avec l'assentiment des riches précédemment servis et à condition de ne pas mettre en cause les mécanismes de la concentration de richesse. Dans la conception d'une politique de production et de consommation alimentaire visant la satisfaction de tous, il est impératif de se donner comme objectif premier l'accès de tous à la nourriture parce que sinon, à la fin, nous constaterons qu'il manque du monde à table et nous serons alors obligés de faire pour eux des prix différenciés, des paniers solidaires, de l'aide alimentaire, de la philanthropie, toutes formes de charités qui, même modernisées, doivent être réservées à l'urgence.

■ JEAN-CLAUDE BALBOT (CIVAM)

¹ - Comme l'explique un reportage diffusé en 1966 sur l'ORTF - à voir sur : <https://fresques.ina.fr/jalons/fiche-media/InaEdu01055/les-modernisations-de-l-agriculture-francaise.html>.

² - Notion développée par l'économiste hongrois Karl Polanyi (1886-1964), notamment dans son ouvrage majeur *La Grande Transformation* (1944).



Ce dossier a été réalisé dans le cadre du projet Accessible, financé par le ministère en charge de l'agriculture et la Fondation Carasso

